



Bonjour,

Au mois d'avril, une étude de Statistique Canada a mis au jour le fait que le produit intérieur brut (PIB) par habitant s'est littéralement effondré au pays et qu'il faudra probablement une dizaine d'années pour que les Canadiens retrouvent leur niveau de vie d'avant la COVID-19. Chez notre voisin du Sud, le PIB a enregistré un coup de frein brutal au premier trimestre de 2024, mais l'inflation a de nouveau augmenté, ce qui risque d'inciter la Réserve Fédérale (FED) à attendre l'automne avant d'amorcer la baisse des taux d'intérêt. En Europe, l'inflation stagne à 2.4% depuis plusieurs mois si bien que les analystes s'attendent à une baisse imminente du taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE). De l'autre côté de la Manche, les consommateurs britanniques regagnent un peu confiance en l'avenir. Quant à la Chine, les analystes saluent le retour de la croissance économique, mais soulignent combien celle-ci est encore fragile.

Bonne lecture !



CAD

Durant le mois d'avril, la paire de devises USDCAD est passée de 1.3569 à 1.3777. L'économie canadienne a crû de 0.6% en janvier, son taux de croissance le plus rapide en un an. Selon Statistique Canada, ce rebond découle surtout de la hausse en productivité des services d'éducation à la suite de la fin des grèves du secteur public au Québec. Cela étant, l'embellie ne touche pas l'ensemble des pans de l'économie : par exemple, les ventes au détail ont diminué de 0.1% en février, à 66.7 milliards de CAD, après une contraction de 0.3% en janvier, note Statistique Canada. Les baisses ont été surtout enregistrées auprès des détaillants de carburant, de meubles, d'appareils électroniques, de vêtements et de matériaux de construction.

Les consommateurs sont contraints de se serrer la ceinture, en raison notamment du fait que le PIB par habitant, une mesure phare du niveau de vie, s'est littéralement effondré. Une étude de Statistique Canada vient en effet de montrer qu'il s'élevait à 58 100 CAD à la fin de 2023, soit 1 500 CAD de moins qu'à la fin de 2019 (la valeur est exprimée en dollars constants de 2017, c'est-à-dire dégonflée des effets de l'inflation). Autrement dit, le niveau de vie des Canadiens a dégringolé depuis la pandémie, et au rythme actuel, il lui faudrait encore 10 années pour revenir à ce qu'il était avant le surgissement de la COVID-19.

Pour la sixième fois consécutive en avril, la Banque du Canada a maintenu son taux directeur inchangé à 5%, son plus haut niveau depuis près de 23 ans. Par contre, au vu de certains indicateurs économiques tels que les ventes au détail, elle a déclaré qu'une baisse des taux en juin n'était « pas à exclure ». Si la plupart des analystes sont aujourd'hui partagés quant à la possibilité que cela se produise en juin, la majorité d'entre eux s'accordent pour considérer qu'une baisse de 25 points de base aura bel et bien lieu en juillet.

L'inflation est restée inférieure à 3% depuis janvier, dans la fourchette cible de 1 à 3% de la Banque du Canada. L'objectif de la banque centrale est de maintenir l'inflation à 2%, le point médian de la fourchette. Si l'inflation parvient bientôt à se rapprocher de ce point-là, il y aura « une vraie chance » de voir les taux d'intérêt amorcer « un repli durable à partir de juin ou juillet », estime Robert Kavcic, économiste chez BMO Marchés des Capitaux.



USD

En avril, l'indice DXY a augmenté de 105.00 à 106.33. Contre toute attente, les employeurs américains ont créé 303 000 emplois en mars, selon le département du Travail ; les analystes misaient plutôt sur un chiffre tournant autour de 200 000. C'est davantage que les 270 000 emplois créés le mois précédent, score qui avait déjà surpris. Par la même occasion, le taux de chômage a baissé à 3.8% en mars aux États-Unis, comparativement à 3.9% le mois d'avant. Il est ainsi inférieur à 4% pour un 26e mois d'affilée, ce qui correspond à la plus longue séquence de ce type depuis les années 1960.

De son côté, l'inflation a rebondi en mars aux États-Unis. L'indice PCE, privilégié par la Réserve Fédérale (FED), a crû de 2.7% sur un an en mars, contre 2.5% en février selon le département du Commerce. Sur un mois, en revanche, il est resté stable, à 0.3%. L'indice PCE est celui que la FED veut ramener à 2%. Son rebond devrait l'encourager à maintenir « plus longtemps que prévu » ses taux directeurs à leur niveau actuel de 5.25%-5.50%, un plus haut depuis plus de 20 ans, estime Rubeela Farooqi, économiste en chef pour les États-Unis, de High Frequency Economics. Et ce, pour éviter de voir les prix flamber de nouveau. Il y a quelques semaines, les analystes misaient sur une première baisse des taux en juin, mais l'attendent désormais plutôt pour septembre, voire novembre, selon l'estimation de CME Group.

Toutefois, une donnée économique sortie en avril pourrait changer la donne et inciter la FED à ne pas trop attendre avant de diminuer ses taux : le produit intérieur brut (PIB) des États-Unis n'a augmenté que de 1.6% au premier trimestre de 2024 alors qu'au trimestre précédent il avait progressé de 3.4%. C'est son plus bas niveau depuis ces deux dernières années. Si la FED n'intervient pas en adoucissant sous peu ses taux, les entreprises risquent de réagir en licenciant, ce qui serait un coup dur pour l'économie américaine. Pour l'instant, le niveau de confiance en l'avenir des consommateurs américains est resté relativement stable en avril par rapport au mois précédent, selon l'estimation de l'Université du Michigan. Il s'est dégradé chez les baby-boomers et les électeurs républicains, mais a connu une amélioration chez les milléniaux et les électeurs démocrates.



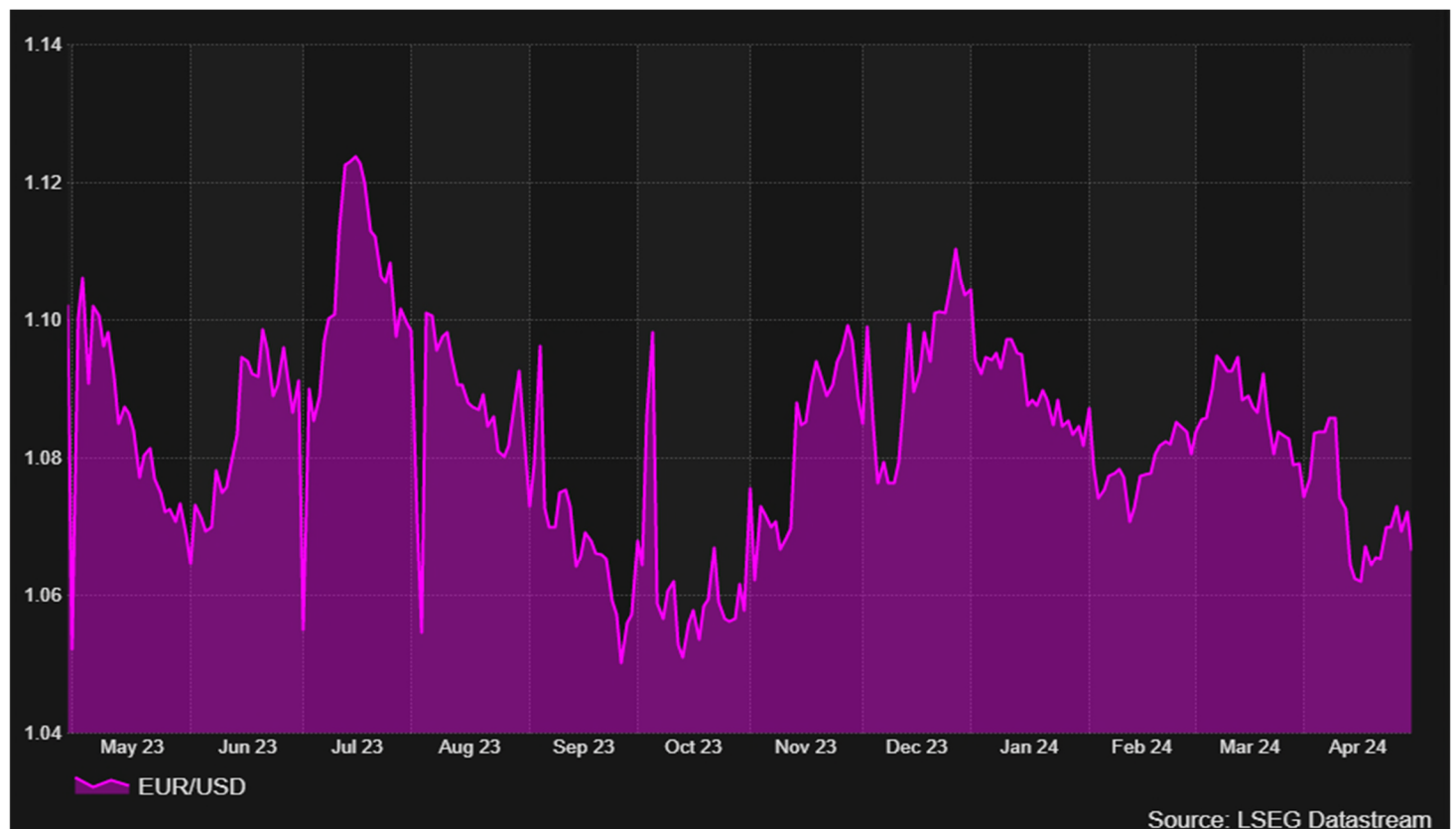
EUR

La paire EURUSD a vu sa valeur décroître de 1.0743 à 1.0665 en avril. L'inflation est demeurée stable dans la zone euro à 2.4% en avril, selon Eurostat. « Cette stagnation est un bon résultat », dit Michael Field, stratège, marché européen au Morningstar, car elle renforce l'idée que la Banque Centrale Européenne (BCE) va « bientôt se décider à baisser son taux directeur ».

La BCE a laissé les taux d'intérêt inchangés lors de sa réunion d'avril, mais après l'annonce, sa présidente Christine Lagarde a déclaré qu'il suffisait que « l'inflation flirte avec la cible de 2% durant les prochains mois pour qu'une baisse du taux directeur devienne envisageable ». Selon de récents sondages, les analystes prévoient majoritairement que la première baisse des taux d'intérêt surviendra en juin. Toutefois, la prudence est de rigueur, car tous les indicateurs ne sont pas au vert. Un exemple frappant : les prix du pétrole, qui sont à la hausse à mesure que les conflits armés s'intensifient au Moyen-Orient. Lors de la dernière semaine d'avril, le Brent a gagné 2.3% tandis que le West Texas Intermediate (WTI) a crû de 0.8%.

« La hausse des prix de l'énergie a un effet mécanique sur les prix de l'énergie à la consommation et, par conséquent, sur l'inflation globale », explique une note de la banque d'investissement Goldman Sachs. Cette même note précise néanmoins que la hausse actuelle est encore « soutenable », qu'elle ne suffit pas à faire dérailler la désinflation en cours et les perspectives de changement de politique monétaire de la part de la BCE, « à moins d'assister à une prochaine flambée des prix du pétrole qui serait provoquée, par exemple, par une implication accrue des pays voisins dans le conflit armé qui oppose Israël et le Hamas à Gaza ».

Les consommateurs de la zone euro gagnent malgré tout un peu en confiance en l'avenir. L'indice de la Commission européenne à ce sujet a en effet augmenté en avril de 0.2 point, à -14.7, contre -14.9 en mars. Ce regain de confiance transparaît notamment dans la prévision des conservateurs quant à ce que sera l'inflation dans la zone euro dans 12 mois : actuellement, ils la voient à 3% alors qu'ils la voyaient, le mois précédent, à 3.1% ; cela correspond à son niveau le plus bas depuis décembre 2021.



GBP

La valeur de la paire GBPUSD a reculé en avril de 1.2550 à 1.2490. Les consommateurs britanniques ont un peu regagné en confiance en l'avenir, l'indice du cabinet d'études GfK à ce sujet ayant crû entre mars et avril de 2 points, à -19. On est désormais loin du -30 enregistré il y a pile un an. Cette amélioration survient alors que plusieurs indicateurs économiques clés prennent du mieux. Ainsi, l'inflation n'est plus que de 3.2%, soit son plus bas depuis 2021. Le taux de chômage a littéralement fondu entre décembre et février à 4.2%. Quant aux salaires hors primes, ils ont crû de 6% en février.

Le gouverneur de la Banque d'Angleterre Andrew Bailey a déclaré qu'il voyait là des « preuves solides » que sa politique monétaire permettait d'enrayer l'augmentation des prix et d'améliorer la situation économique globale du pays. Il a poursuivi en indiquant qu'il espérait bien amener l'inflation à sa cible de 2% « durant le printemps », avant que celle-ci ne se remette à « croître légèrement » au cours du second semestre de 2024.

De leur côté, les analystes se montrent moins optimistes que le gouverneur Bailey. Ils ne sont que 25% à anticiper une première baisse du taux directeur de la Banque d'Angleterre en juin, soit de 25 points de base, ce qui l'amènerait à 5%. La majorité d'entre eux voient plutôt la première baisse survenir en septembre, ou bien en novembre. C'est que, selon eux, l'inflation s'avère plus forte et tenace que les derniers chiffres ne le suggèrent. Par exemple, l'inflation de base (hors énergie, alimentation, alcool et tabac) s'élève aujourd'hui à 4.2%, ce qui est supérieur à ce qu'avait anticipé la Banque d'Angleterre. Ou encore, l'inflation des services, un indicateur clé pour les décideurs monétaires britanniques, est de 6% ; là aussi, un pourcentage supérieur aux attentes de la banque centrale britannique.

À la lumière de ces données, les experts du cabinet-conseil EY estiment que la croissance du produit intérieur brut (PIB) de la Grande-Bretagne sera de seulement 0.7% en 2024 ; leur précédente anticipation était de 0.9%. Il se trouve, expliquent-ils, que les effets de la récession connue en 2023 continuent toujours de se faire sentir et que cela va perdurer pendant encore plusieurs trimestres.



CNY

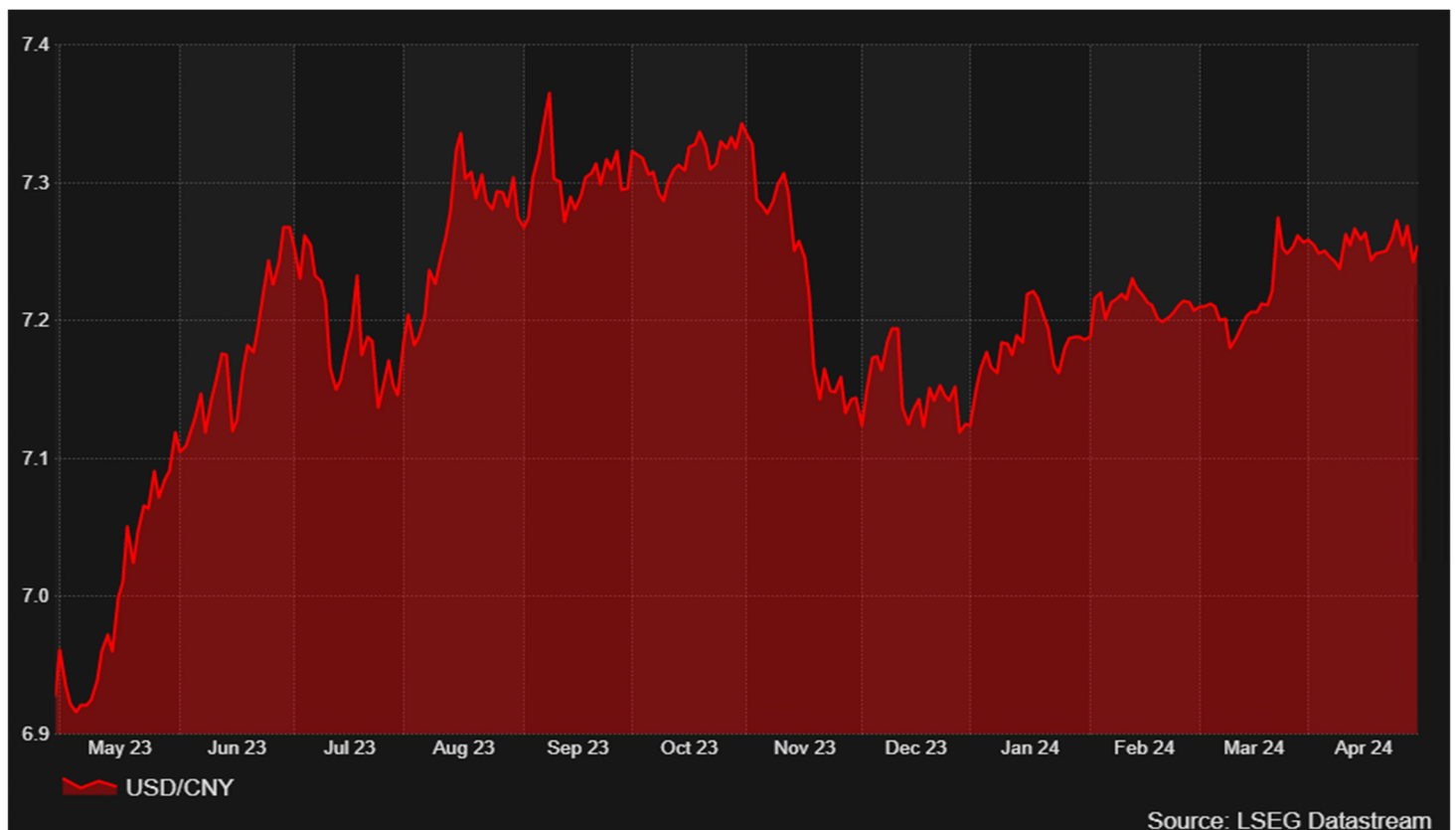
En avril, la paire USDCNY est passée d'une valeur de 7.2305 à 7.2401. Le yuan est au plus bas depuis cinq mois, ayant perdu 1.9% par rapport au billet vert depuis décembre dernier ; sur un an, le recul est de 5%. Ce repli s'explique en partie par le fait que nombre d'entreprises chinoises exportatrices déposent leurs dollars américains à l'étranger dans des placements qui leur rapportent souvent 6%, contre 1.5% pour les placements en yuans effectués en Chine.

Les placements d'entreprises chinoises effectués à l'étranger ont ainsi grimpé de 53.7 milliards USD depuis septembre pour atteindre 832.6 milliards USD, selon les données de la Banque populaire de Chine. Et cela a pour conséquence d'exacerber le repli du yuan face au billet vert.

Comment mettre fin à ce cercle vicieux? Deux possibilités : la Réserve Fédérale (FED) doit procéder à de fortes baisses des taux d'intérêt ou le yuan doit atteindre un creux. Cependant, les deux semblent lointaines.

D'une part, la plupart des analystes s'attendent à une première baisse du taux directeur américain en septembre, voire novembre. Pas avant. D'autre part, « l'écart de taux de change entre les États-Unis et la Chine n'a jamais été aussi grand depuis 2007, et tout porte à croire qu'il va continuer de s'accroître », dit Alvin Tan, responsable de la stratégie de change en Asie chez RBC Marchés des capitaux, en évoquant notamment la « croissance fragile » de la deuxième économie mondiale.

Certes, l'économie chinoise a connu une croissance plus rapide que prévu au premier trimestre, de 5.3% selon les données officielles, alors que les analystes sondés par Reuters avaient anticipé une progression de 4.6%. Mais plusieurs indicateurs économiques figurent en dessous des attentes. Par exemple, la production industrielle a crû de 4.5% en mars alors qu'il était attendu une performance de 6%. Ou encore, les ventes au détail ont augmenté de 3.1% en mars, contre 4.6% escompté. Ce n'est pas tout. La crise immobilière va en s'aggravant. Les ventes de logements ont fondu de 23.7% en mars alors que les deux mois précédents avaient enregistré chacun une baisse de 20.5%. Et ce, en dépit du fait que les prix des logements neufs ont chuté en mars à leur rythme le plus rapide depuis ces huit dernières années.

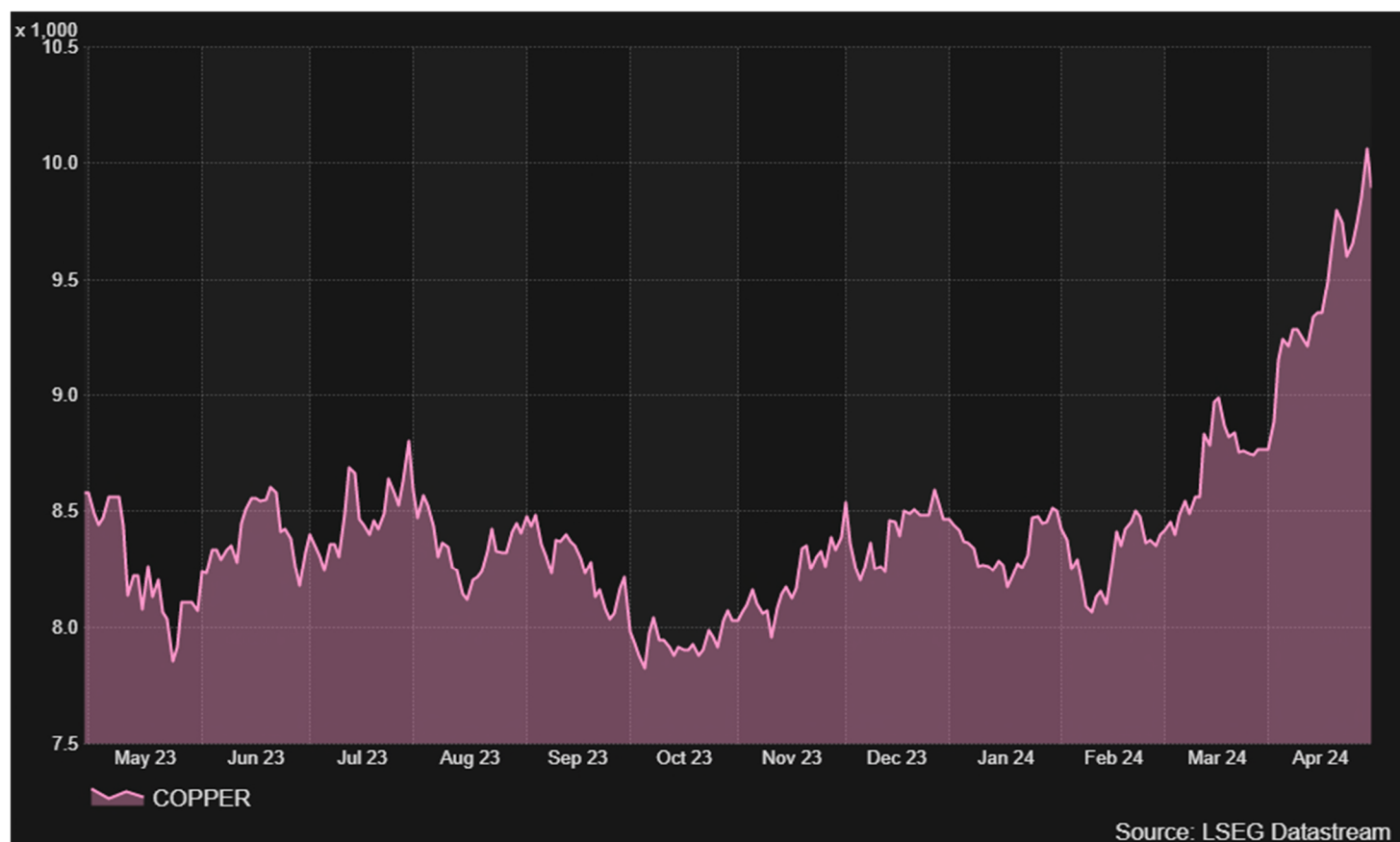


CUIVRE

Le prix du cuivre a bondi de 22% depuis la mi-février, avec un sommet en avril à 9 932 USD la tonne. Cela faisait deux années qu'il n'avait pas tutoyé la barre symbolique des 10 000 USD. Le métal rouge jouit aujourd'hui d'une demande importante de la part de secteurs majeurs comme la construction et l'électronique. Il joue surtout « un rôle crucial dans l'actuelle transition verte » en raison de son utilisation dans la fabrication, entre autres, « des panneaux solaires, des éoliennes et des véhicules électriques », indique Fawad Razaqzada, analyste chez City.

Un autre facteur expliquant la hausse soudaine du prix du cuivre est la crainte d'une prochaine pénurie à l'échelle mondiale. De fait, le géant BHP vient de présenter une offre publique d'achat (OPA) hostile à son rival Anglo American, et si jamais celle-ci se concrétisait, cela se traduirait non seulement par la création de la plus grande société minière et productrice de cuivre au monde, mais aussi par « un probable coup de frein à la production mondiale, au moins de manière temporaire », considère Ole Hansen, analyste chez Saxobank. Car, explique-t-il, l'opération de fusion-acquisition entraînerait inévitablement des dysfonctionnements au sein de chacun des deux groupes, et au-delà, durant plusieurs trimestres.

Enfin, l'offre est sous tension en raison de mouvements de grèves. La plus grande mine de cuivre à ciel ouvert d'Amérique centrale, située au Panama, a dû fermer en novembre à cause d'importantes manifestations de travailleurs. Et l'an dernier, la production au Pérou, l'un des pays qui produit le plus de cuivre au monde, a reculé à la suite de grèves. « L'industrie n'est pas à l'abri de nouveaux débrayages », souligne Thu Lan Nguyen, analyste chez Commerzbank. En conséquence, la plupart des analystes voient le prix du cuivre continuer d'être élevé en 2024. « Nous maintenons notre position haute sur l'année en cours, avec un prix aux alentours de 9 000 USD la tonne au quatrième trimestre », dit Ewa Manthey, stratège en matières premières à la banque néerlandaise ING, en évoquant l'influence de facteurs aggravants comme l'inflation toujours élevée, qui nuit aux investissements des entreprises de l'industrie, et le ralentissement de l'activité économique en Chine, qui nuit à la demande.



VU DANS NOTRE PÉRISCOPE

Hypertrucage au travail

Eric Eiswert, le directeur de la Pikeville High School de Baltimore aux États-Unis, a failli perdre son emploi à cause d'un employé malveillant, en l'occurrence Dazhon Darien, l'ancien responsable des activités sportives qui avait eu maille à partir avec lui. Ce dernier a utilisé une intelligence artificielle pour imiter à la perfection la voix du proviseur, lui faisant ainsi proférer des commentaires racistes et antisémites. L'hypertrucage (deep fake en anglais) a été diffusé sur les médias sociaux, ce qui a déclenché l'ire des internautes au point de réclamer la démission du directeur. Le salut d'Eric Eiswert est venu de la police, qui a enquêté et mis au jour le stratagème. Dazhon Darien a reconnu les faits et est maintenant inculpé de harcèlement.

Source: The Washington Post

<https://www.washingtonpost.com/dc-md-va/2024/04/26/baltimore-ai-voice-audio-framing-principal/>

Biden veut créer une « armée climatique »

En campagne pour sa réélection, le président américain Joe Biden a annoncé dans un vidéo diffusé sur les médias sociaux la création de l'American Climate Corps, une « armée climatique » composée de jeunes volontaires pour combattre le changement climatique. Ainsi, 2 000 postes et programmes de formation sont ouverts à travers le pays. Les candidats sont invités à postuler via le site web ClimateCorps.gov. Biden ne s'en cache pas, le projet s'inspire de celui du président F.D. Roosevelt, qui avait créé en 1933 le Civilian Conservation Corps, lequel visait à remettre au travail les jeunes hommes afin de sortir les États-Unis de la Grande Dépression. L'idée est à présent d'initier un « New Deal vert ».

Source : Ouest-France

<https://www.ouest-france.fr/leditiondusoir/2024-04-29/qu-est-ce-que-cette-armee-climatique-que-joe-biden-tente-de-mobiliser-avec-un-clip-hollywoodien-9948d5c5-dc01-4c85-a2df-e64d808fc507>

PROJET AMQ/FINMETRIX - Opportunité Acier

Nous sommes heureux d'annoncer un projet de collaboration entre l'Alliance Métal Québec et FINMETRIX. Cette initiative, facilitée par un support financier du gouvernement du Québec, permet aux entreprises du secteur de la fabrication métallique d'obtenir une subvention afin d'analyser l'impact des fluctuations sur les marchés des métaux et des devises et d'établir des stratégies "sur mesure" de gestion de risque. Le processus comprend les étapes suivantes : diagnostic des risques liés aux métaux, aux taux de change et aux taux d'intérêt ; élaboration d'une politique formelle pour la gestion de ces risques financiers ; formation du personnel ; et un soutien individualisé pour la mise en œuvre de la stratégie. Êtes-vous impactés par la volatilité sur le marché des métaux? Contactez FINMETRIX pour en savoir davantage sur toutes les possibilités offertes par cette collaboration!

Durée : séance de 30 minutes à distance

Contactez-nous pour vous inscrire : strategie@finmetrix.com

N'hésitez pas à communiquer avec nous pour toutes questions.

Bonne journée.

FINMETRIX